

2022

Rapport d'activité

1

L'année 2022 en bref

L'année 2022 a été marquée par de nombreux succès, CARA a notamment dépassé les 10'000 dossiers électroniques du patient (DEP) ouverts ainsi que plus de 1'000 affiliations d'institutions, de professionnelles et professionnels de santé. CARA a également lancé une campagne de communication de grande envergure afin de faire davantage connaître le DEP auprès de la population des cinq cantons. Cette année a également été dédiée à la formation du personnel de nombreuses institutions de santé et à la certification de nouveaux lieux d'ouverture de DEP, à savoir l'Hôpital du Valais (HVS), l'équipe mobile genevoise et les Réseaux de santé vaudois. Au-delà du DEP, CARA a poursuivi le développement de ses autres outils de santé numérique: le service des transferts de documents, le plan de soin partagé (PSP) et le plan de médication partagé (PMP).

Au 31 décembre, 11'450 personnes avaient ouvert un dossier sur la plateforme CARA et 1'691* organisations de santé s'étaient affiliées à la communauté de référence CARA.

Dates clés

| | |
|-----------|--|
| 25 mars | Ouverture des guichets sur les sites de l'Hôpital du Valais |
| 29 avril | Lancement de l'appel d'offres pour le développement du PSP |
| 10 mai | 1'000 ^{ème} affiliation d'une organisation de santé |
| Aout | Lancement de la campagne <i>Inscris-toi</i> |
| 6 octobre | 10'000 ^{ème} DEP ouvert |

*En incluant les professionnelles et professionnels de santé actuellement inactifs, mais qui prévoient d'ouvrir leur cabinet de médecin dans le futur, CARA compte plus de 2'500 affiliations.

Association CARA
Route de la Corniche 3a, 1066 Épalinges
Éditeur responsable: Patrice Hof
Épalinges – 22 mars 2023

2

Développement de CARA

Augmentation du nombre d'utilisatrices et d'utilisateurs

En 2022, le nombre de DEP a presque triplé en comparaison avec l'année précédente; cette hausse est en partie expliquée par la fermeture du service Mon Dossier Médical dans le canton de Genève et par la campagne de communication *Inscris-toi*.

Les institutions, les professionnelles et les professionnels de santé ont également été nombreux à s'affilier à CARA. Cela a été notamment motivé par le délai légal d'affiliation pour les EMS et les maisons de naissance fixé au 15 avril 2022, ainsi que la clause du besoin dans le canton de Genève qui a posé l'affiliation à CARA comme condition pour ouvrir un nouveau cabinet de médecin. Ainsi, les médecins exerçant dans le canton de Genève ont été nombreux à s'affilier en prévision d'une future ouverture de cabinet.

L'équipe CARA

Cette année, CARA a bénéficié d'une augmentation du nombre de ses collaboratrices et de ses collaborateurs en raison des besoins grandissants liés au DEP, au service de transferts de documents et aux autres projets de CARA, à savoir le plan de soin partagé et le plan de médication partagé. CARA a étoffé son équipe d'assistance, engagé une chargée de communication et un chef de produit informatique.

Contrôles de conformité

Afin d'assurer le maintien de sa certification en tant que communauté de référence, CARA est soumise à de nombreux contrôles. CARA a organisé un audit interne afin d'évaluer le bon fonctionnement du secrétariat général, de ses fournisseurs, mais également d'une sélection d'institutions, de professionnelles et de professionnels de santé affiliés. Un audit externe portant sur les critères de certification a été effectué auprès de CARA et un panel d'institutions affiliées par KPMG, l'organisme de certification accrédité par la Confédération.

CARA a été également sujette à un audit intercantonal par les services d'audit interne et de contrôle des finances des cantons de Genève, Fribourg, Jura et Valais. Cet audit portait sur les thématiques suivantes: la cohérence des objectifs stratégiques par rapport au cadre et à l'intérêt des parties prenantes, l'adéquation de la gouvernance par rapport à la stratégie et aux objectifs, la pérennité du modèle économique, la prise en compte de l'expérience utilisateur, la gouvernance et la confidentialité des données ainsi que la gestion du service délivré.

3 Communication



L'année 2022 a été marquée par le lancement de la campagne *Inscris-toi* mettant en avant des visages de patientes et de patients inscrits au DEP. Déclinée en flyers, brochures, affiches et autres supports imprimés, elle a également été diffusée sur les réseaux sociaux, les écrans des offices postaux et dans les transports publics. D'autres actions telles que le reportage TV *L'Antidote* réalisé par Canal 9 et diffusé sur les chaînes régionales, des émissions et du sponsoring radio ainsi que des activités de street marketing sont venues compléter cette campagne offensive.



Distribution de flyers et de mouchoirs à Lausanne et à Genève



CARA met à disposition des institutions de santé des visuels vidéos et d'autres supports de communication

Un an après l'ouverture du premier DEP, CARA a dressé le bilan lors d'une conférence de presse le 5 mai 2022



Publireportage dédié au DEP publié le 12 mai 2022 dans le *Nouveliste*



Alexis Zawodnik, chef du service de santé numérique du canton de Genève, lors d'une émission dédiée au DEP sur *ONE FM*



Emission *C'est vous qui voyez* dédié au DEP sur Canal 9, avec sur le plateau Joy Demeulemeester, membre de la fédération suisse des patients Victor Fournier, chef du service valaisan de la santé publique Nicolas Kirchner, président du groupement des médecins du Valais

4 Optimisation du DEP

Lieux d'ouverture

L'ouverture du DEP est souvent perçue comme complexe par les utilisatrices et les utilisateurs. Ainsi, CARA a collaboré avec plusieurs institutions de santé et les cantons afin de créer de nouveaux lieux d'ouverture de DEP. En plus des HUG (2021), d'autres lieux d'ouverture ont été certifiés cette année, il s'agit de quatre sites de l'Hôpital du Valais (Brigue, Martigny, Sion et Viège) ainsi que l'équipe mobile genevoise.



Fin 2022, CARA a formé et fait certifier les quatre réseaux de santé vaudois (St-Prex, Lausanne, Yverdon, Rennaz) afin qu'ils deviennent des lieux d'ouverture dès début 2023.

Séances d'information

Afin de présenter le DEP à un large public, CARA a organisé plusieurs séances d'information en collaboration avec ProSenectute Vaud ou encore la Fédération romande des consommateurs (FRC).

DEP@Biopôle

En collaboration avec le Réseau Santé Région Lausanne et 13 institutions de santé participantes, CARA a clôturé le projet-vitrine DEP@Biopôle et confié son évaluation à la société Strategos. Celle-ci a identifié que les professionnelles, professionnels de santé et citoyennes, citoyens souhaiteraient que le DEP représente davantage une plus-value au sein de la prise en charge médicale. Cet outil numérique de stockage et de partage des informations de santé doit convaincre pour devenir un véritable service, accessible et directement utile aux citoyennes et citoyens.

5 Au-delà du DEP

Transfert de documents

Disponible depuis 2019 en Valais, le service de transfert de document a été étendu à certaines institutions vaudoises. Au total 190 institutions, professionnelles et professionnels de santé utilisent ce service et ont échangé 107'455 documents.

Plan de soins partagé

La définition du plan de soins partagé (PSP) tant sur le plan métier que technique a permis de finaliser le cahier des charges, fondement de l'appel d'offres lancé en avril 2022. Le défi principal était d'identifier le partenaire idéal qui accompagnera CARA dans le développement du PSP et des premières briques d'une plateforme de santé. Pour répondre à cet enjeu, CARA a mis en place un programme de mandat d'études parallèles visant à évaluer les capacités des soumissionnaires, faire évoluer leurs propositions au fur et à mesure d'ateliers et de faire connaissance avec les équipes et leurs méthodes de travail dans un cadre collaboratif. À l'issue de cette procédure d'appel d'offres, CARA a attribué le marché à Swisscom Digital Technology SA, qui opère sous la marque Open Web Technology.

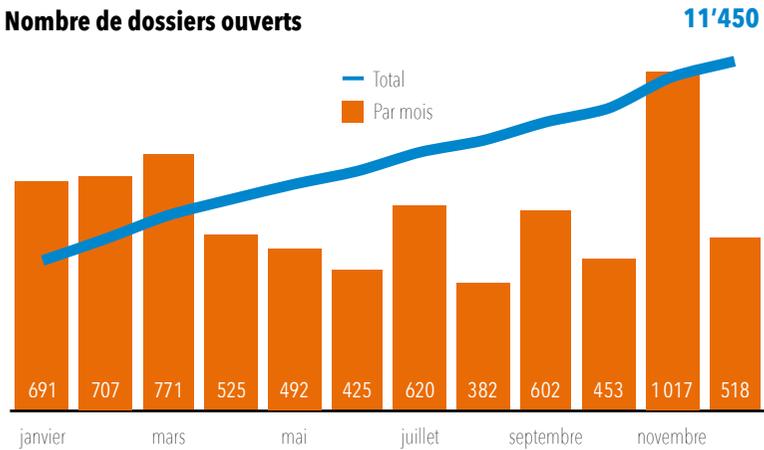


Plan de médication partagé

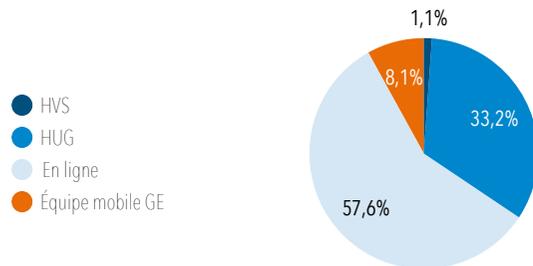
CARA est engagée avec ses partenaires afin de mettre en œuvre le format d'échange national e-médication permettant la gestion conjointe d'un plan de médication et de la consultation de l'historique. Les HUG, HCI Solutions et le CHUV ont testé en groupe avec succès la consultation du plan et l'ajout de médicaments lors du Projectathon en septembre 2022 à Montreux. Les efforts se sont également portés sur le portail destiné aux patientes et patients et aux proches aidants, conçu avec les utilisatrices et les utilisateurs. Des tests avec des patients âgés ont montré des résultats très encourageants. CARA a également initié des travaux conjoints sur le projet national d'ordonnance électronique porté par FMH et PharmaSuisse. Une concrétisation dans la pratique reste l'objectif dès que les prérequis d'interopérabilité, de sécurité et d'utilisabilité seront atteints pour impliquer les premiers prestataires de soins.

CARA et le DEP en chiffres

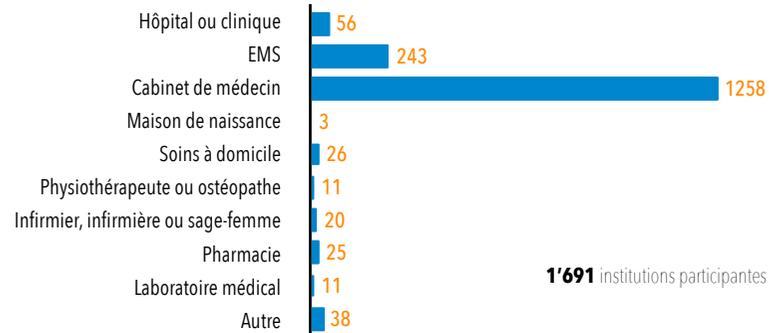
Nombre de dossiers ouverts



Lieux d'ouverture de dossiers



Institutions participantes



12%

Dossiers gérés par une ou un représentant

1'674'243

Documents déposés dans les dossiers

3'191

Professionnelles et professionnels de santé inscrits

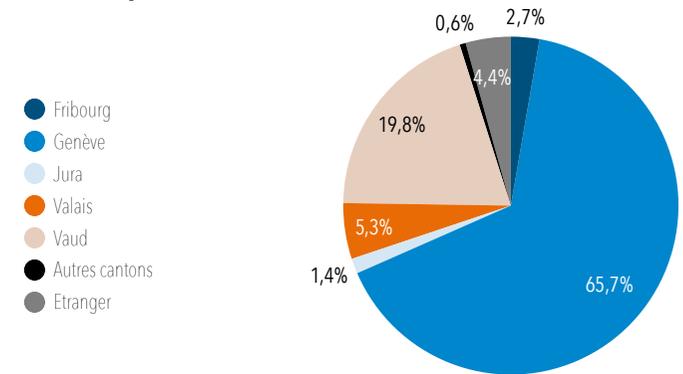
107'455

Documents échangés par le service Transferts

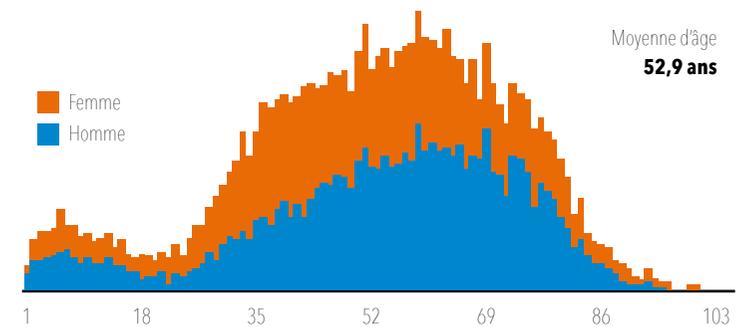
9'932'386

Contacts bruts suite à la diffusion d'une vidéo *Inscris-toi* dans les offices et cars postaux

Dossiers ouverts par canton



Âge des détentrices et détenteurs d'un dossier



Données financières

| | 2022 | 2021 | 2020 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Personnel du secrétariat général (en EPT) | 10,33 | 6,24 | 4,28 |
| Collaboratrices et collaborateurs au 31 décembre | 12 | 10 | 6 |
| Charges (en CHF) | 9'404'382 | 8'697'527 | 7'061'886 |
| Produits de tiers (en CHF) | 1'828'618 | 1'595'958 | 415 |
| Contributions cantonales (en CHF) | 7'575'764 | 7'101'569 | 7'061'471 |

Convention intercantonale

Les cantons membres de CARA ont travaillé sur une convention intercantonale en matière de santé numérique dont le but est d'établir une base légale commune pour fournir, au-delà du DEP, des services de santé numérique à la population et aux professionnelles et professionnels de santé. Cette convention a été soumise à une commission interparlementaire d'examen en vue de son approbation par les cantons durant l'année 2023.

Assemblée générale

Jacques Gerber, ministre, Jura, président de l'association

Philippe Demierre, conseiller d'État, Fribourg

Mauro Poggia, conseiller d'État, Genève

Mathias Reynard, conseiller d'État, Valais

Rebecca Ruiz, conseillère d'État, Vaud

Comité de direction

Adrien Bron, directeur général de la santé, Genève, responsable du comité de direction

Claudine Mathieu Thiébaud, cheffe du Service de la santé publique, Fribourg

Marjorie Audard, responsable de centre, Vaud jusqu'au 27 avril

Virginie Spicher, directrice générale de la santé, Vaud depuis le 28 avril

Éric Wéry, chef du Service de la santé publique, Jura jusqu'au 30 septembre

Mélanie Brühlhart, cheffe du Service de la santé publique, Jura depuis le 1^{er} octobre

Victor Fournier, chef du Service de la santé publique, Valais jusqu'au 30 novembre

Danièle Tissonnier, cheffe du Service de la santé publique, Valais depuis le 1^{er} décembre

Secrétariat général

Patrice Hof, secrétaire général

Organe de contrôle

Mazars

Commission de coordination des cantons

Patrice Hof, président

Caroline Piana-Messerli, Fribourg

Joé Gueniat, Jura

Cédric Michelet, Valais

Michaël Guggi, Vaud

Alexis Zawodnik, Genève

Commission juridique

Daniel Rohrer, président

Anne Étienne, Genève

Cédric Mizel, Valais

Sophie Chassot, Fribourg

Joé Gueniat, Jura

Yanna Hofer, Vaud, jusqu'au 30 avril

Frédéric Stucky, Vaud, dès le 18 juillet

Commission éthique et sécurité

Christine Bienvenu, ePatiente, spécialiste en santé numérique et communautés de patiente, Vaud

Christian Flückiger, préposé à la protection des données et à la transparence, Jura

Olivier Glassey, sociologue des nouvelles technologies, UNIL, Vaud

François Héritier, médecin de famille, Jura

Jean-Pierre Hubaux, directeur académique du Center for Digital Trust, EPFL, Vaud

Patricia Hudelson, anthropologue médicale, UNIGE, Genève

Samia Hürst, bioéthicienne, UNIGE, Genève

Anne Jacquier-Delaloye, directrice de la Haute école de santé, HES-SO Valais-Wallis, Valais

Henning Müller, responsable de l'unité eHealth, HES-SO Valais-Wallis, Valais

Alice Reichmuth Pfammatter, ancienne préposée cantonale à la protection des données, Fribourg

Bernard Schumacher, éthicien, UNIFR, Fribourg

Commission des utilisateurs

Andrea Amato, patient

Francesca Casalino, patiente

Danièle Courtin, patiente

Leonardo Cristella, patient

Claudia Sofia Ferrera Paulo, patiente et représentante

Kilian Leuthold, patient

Jean-Pol Matheys, patient et représentant

Véronique Meyer, patiente et représentante

Claude Nordmann, patient

Jean-Pierre Vincent, patient

Commission technique

Jean-Christophe Bessaud, président

Gilles Gremaud, Fribourg

Beat Haldemann, Vaud

Cédric Michelet, Valais

Olivier Plaut, Genève

Sonia Benevento, infirmière

Kim Bongard, auxiliaire

Annick Duboc, médecin

Scheherazade Fischberg, médecin

Alberto Guardia, auxiliaire

Laurence Kelk Morales, médecin

Corrèze Lecygne, auxiliaire

Nicolas Nemitz, médecin

Jean Perdrix, médecin

Laurent Schenkel, médecin